

Coronavirus: Sondage sur la situation actuelle dans l'hôtellerie-restauration

Evaluation de l'enquête auprès des membres de GastroSuisse (4 au 6 janvier 2021)

10. Januar 2021

GASTRO  **SUISSE**

Informations sur l'enquête menée du 4 au 6 janvier 2021

Thème: Sondage sur la situation actuelle dans l'hôtellerie-restauration avec accent porté sur:

- recul du chiffre d'affaires
- Liquidité
- Réduction de l'horaire de travail et licenciements
- Faillites et fermetures pour une durée indéterminée
- Règlement des cas de rigueur et autres aides financières

Population de référence: membres GastroSuisse

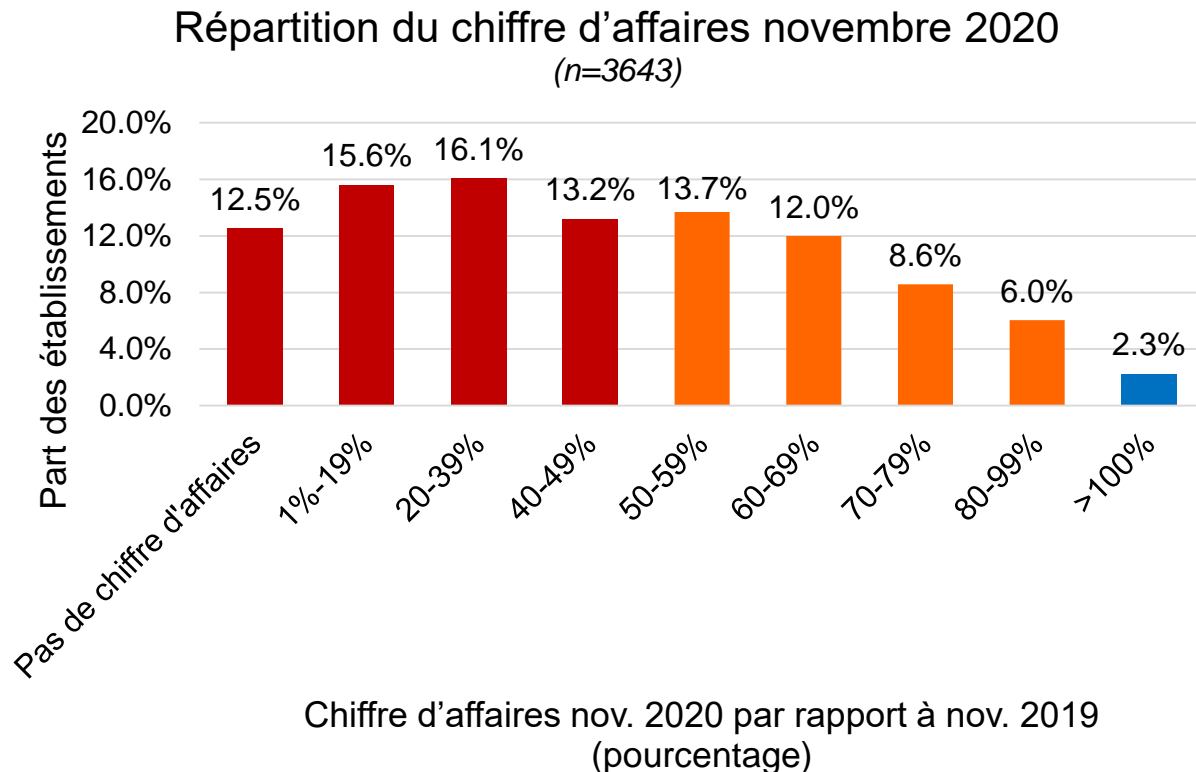
Volume de l'échantillon: n=4221

Période de référence: Exercice 2020, focus sur novembre et décembre 2020

Exécution: Lundi 4 janvier 2021 (15 heures) à mercredi 6 janvier 2021 (00 heure).

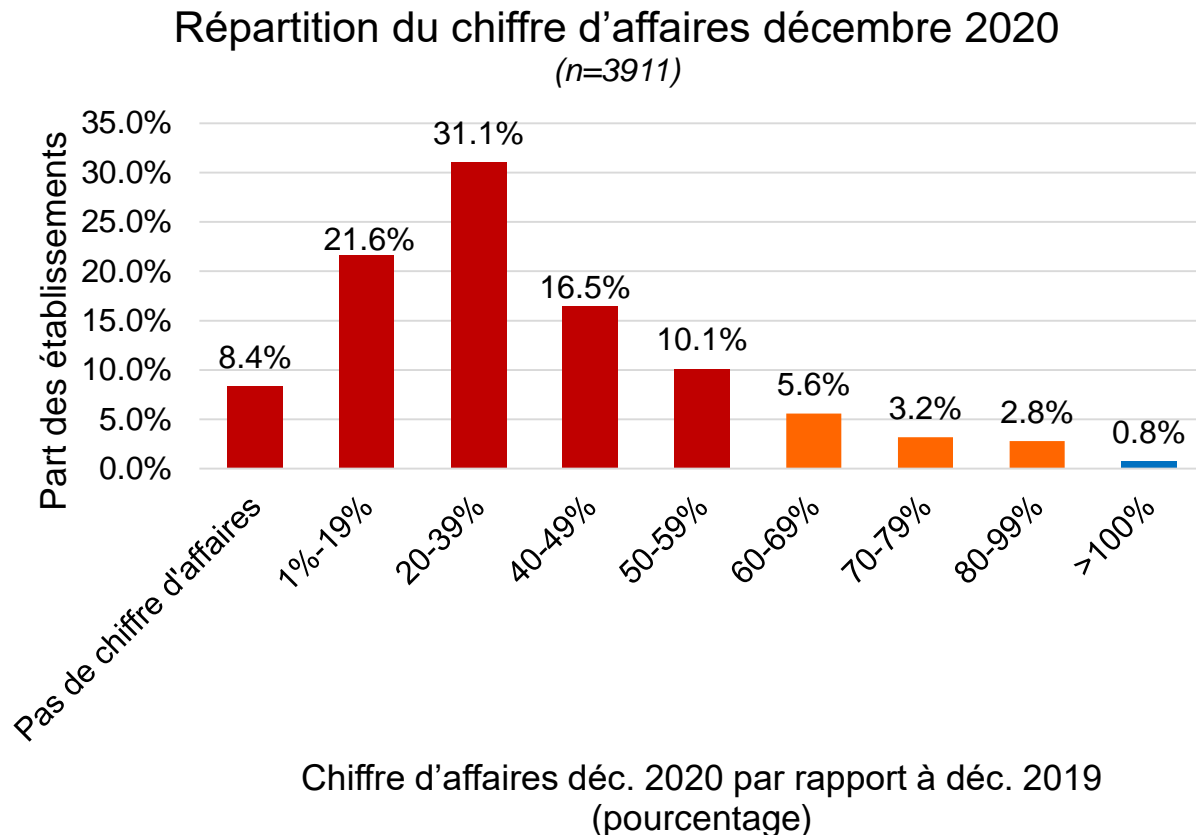
Collecte des données: enquête en ligne

Le chiffre d'affaires de novembre a diminué de plus de moitié dans la plupart des établissements.



- En **novembre 2020**, le **chiffre d'affaires** de la majorité des établissements correspondait à **moins de la moitié** de celui de l'année précédente:
 - Un **quart** des établissements (28,1%) n'a eu **aucun** chiffre d'affaires (12,5%) ou **jusqu'à un cinquième** du chiffre d'affaires du mois équivalent de l'année précédente (15,6%).
 - Un **quart** des établissements (29,3%) a obtenu un chiffre d'affaires entre 20% et 39% (16,1%) ou entre 40% et 49% (13,2%).
 - 4 établissements sur 10 ont enregistré un chiffre d'affaires d'au moins 50% par rapport au même mois de l'année précédente; plus le chiffre d'affaires atteint est élevé, moins les établissements sont nombreux.

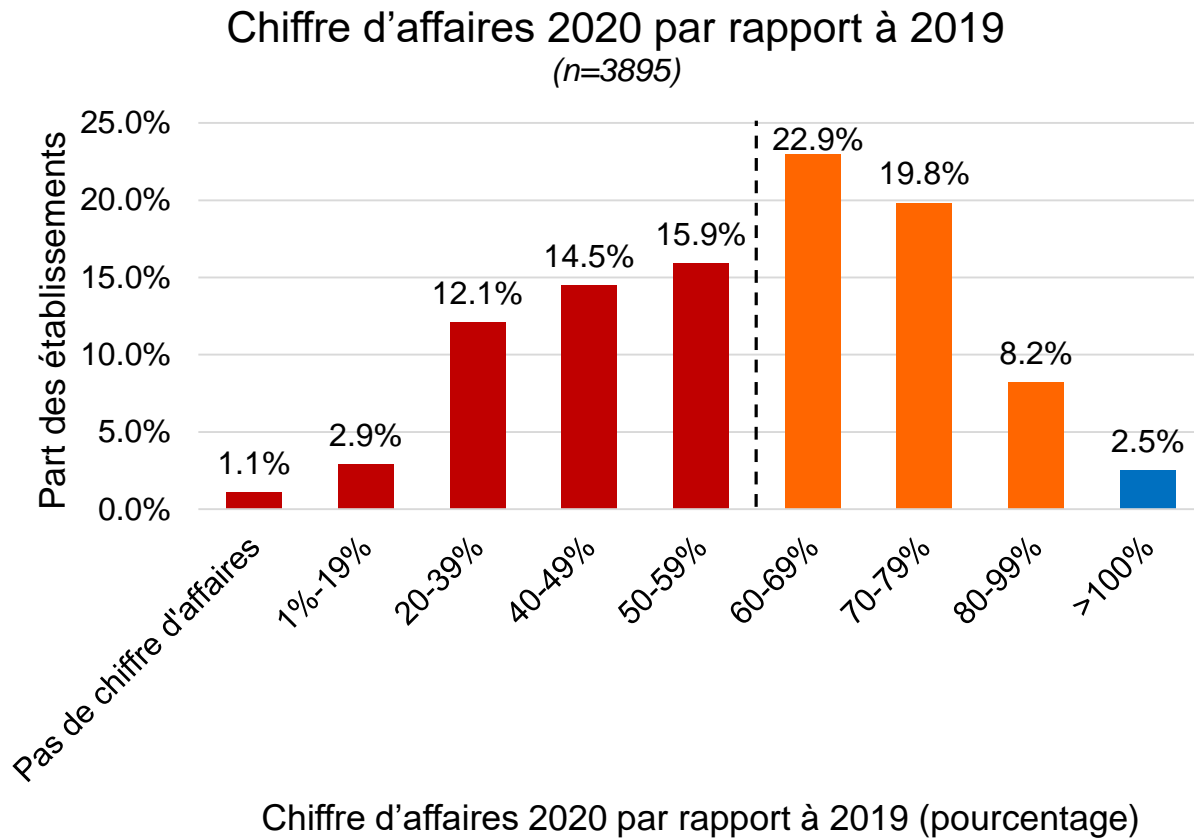
Une situation encore aggravée en décembre.



- En **décembre 2020**, presque **9 établissements sur 10** (87,7%) ont enregistré un **chiffre d'affaires** équivalant à **moins de 60%** de celui du même mois de l'année précédente:
 - Environ 6 établissements sur 10 ont atteint jusqu'à un cinquième (30%) du chiffre d'affaires de l'année précédente ou entre 20% et 39% du celui-ci (31,1%).

Le CA annuel 2020 se situe fortement en dessous de celui de 2019.

Les établissements les plus touchés sont ceux dans les villes et agglomérations.

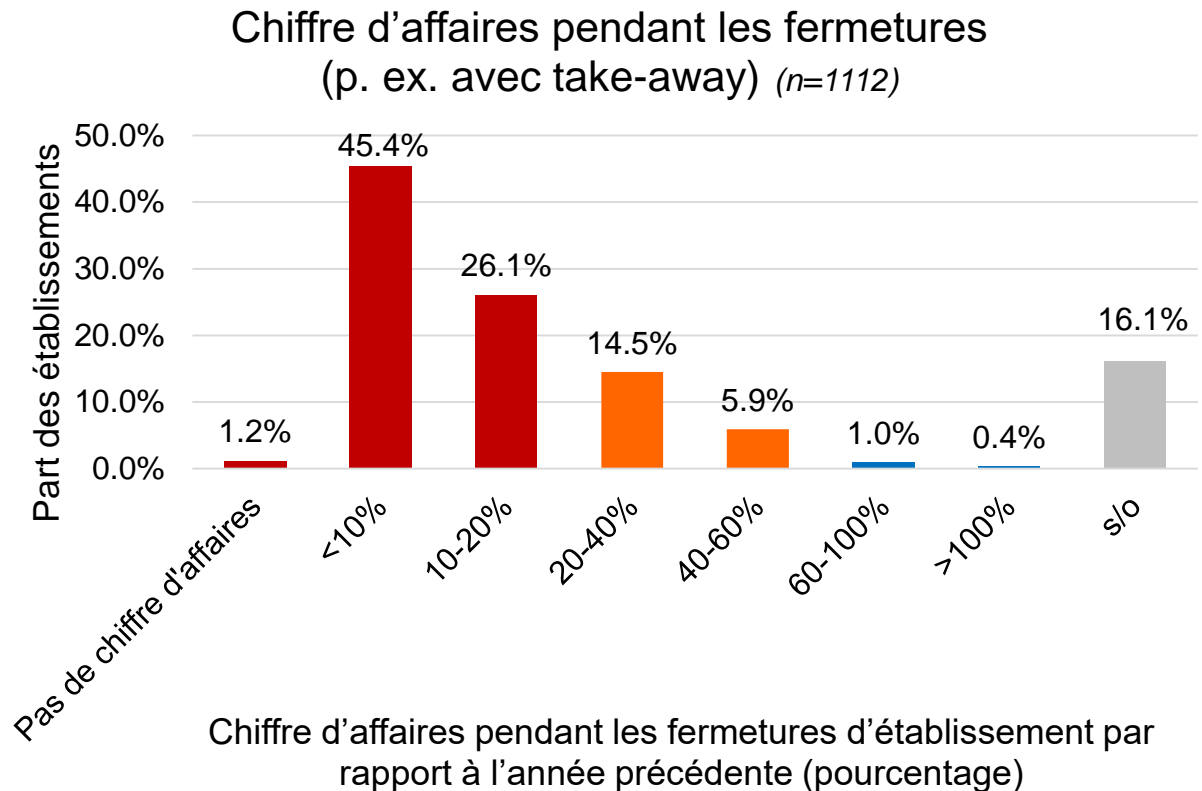


- Le chiffre d'affaires 2020 de **presque la moitié des établissements** (46,5%) correspond à **moins de 60% du CA annuel de l'année précédente**. Moins d'un établissement sur dix (9%) a enregistré au moins quatre cinquièmes du chiffre d'affaires de l'année précédente.
- **42,7%** ont enregistré une chute importante du chiffre d'affaires de l'ordre de 20% à 40%. **Pour ceux-ci, la réglementation sur les cas de rigueur ne suffit pas.**

CA 2020 par rapport à 2019, par région touristique:

Région	0-60%	>60%
Ville	58,1%	41,9%
Agglomération	48,8%	51,2%
Campagne	38,6%	61,4%
Lac	37,3%	62,7%
Montagne	38,5%	61,5%

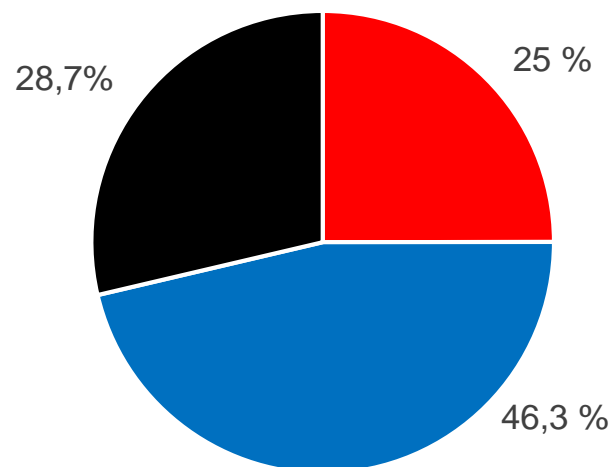
Le take-away n'a pas permis d'obtenir de chiffre d'affaires lors de la fermeture des établissements.



- Un **tiers des établissements** (32,5%) a dégagé un chiffre d'affaires pendant les fermetures ordonnées (p. ex. avec du take-away ou de la livraison à domicile). Il était de **moins de 10%** de celui de l'année précédente pour **presque la moitié des établissements** (46,6%).
- Dans la majorité des cas, **seule une petite partie de la chute du chiffre d'affaires** a pu être compensée avec le take-away ou la livraison à domicile.

98% des établissements restent tributaires d'aides financières.

Demande d'aide financière
(n= 3903)



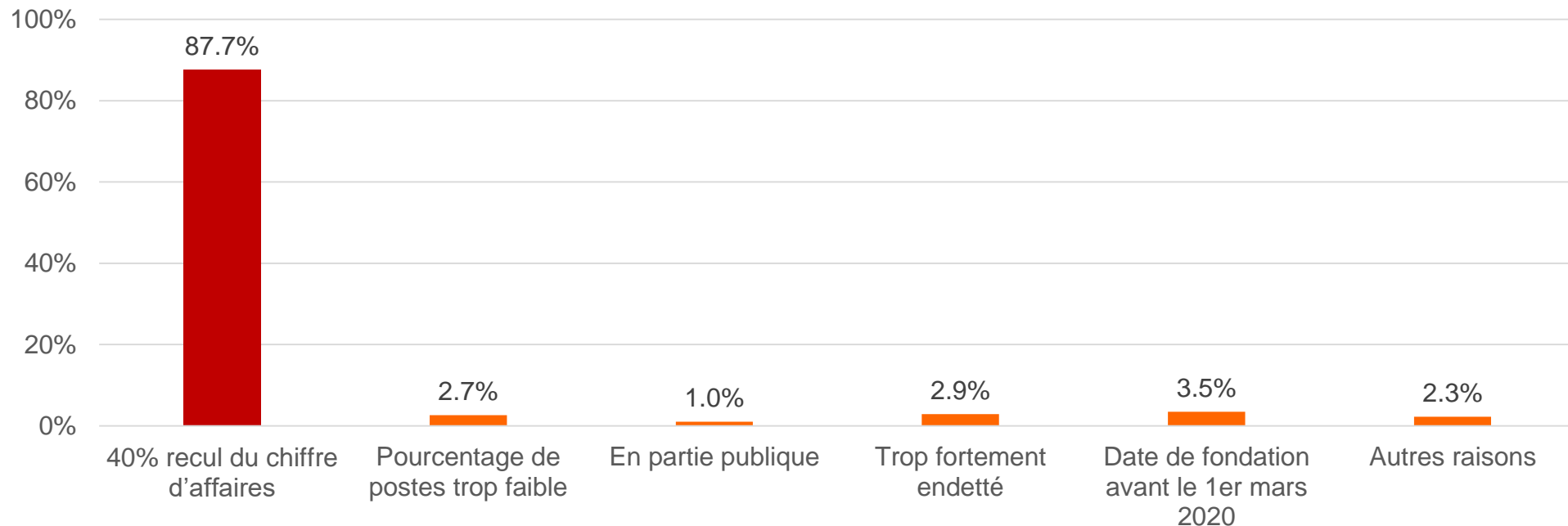
- Oui, nous avons déposé une demande.
- Oui, nous déposerons une demande.
- Non

- **Presque trois quarts de tous les établissements (71,3%)** ont déjà déposé une **demande d'aide financière** ou le feront bientôt.
- Les 1119 établissements qui n'ont fait **aucune demande ou n'en feront pas** ont indiqué les **raisons** suivantes:

Justification	Nombre	Pourcentage parmi les réponses non	Pourcentage des participants à l'enquête
Je sais que mon établissement ne satisfait pas aux critères.	571	56,6%	14,6 %
Je renonce aux crédits, prêts et cautions, car je ne veux pas m'endetter.	306	30,3%	7,8 %
Je n'ai pas besoin d'aide financière supplémentaire.	55	5,5%	1,4 %
Autres raisons	77	7,6%	2,0 %

Beaucoup ne déposent pas de demande, car leur établissement ne satisfait pas aux critères sévères concernant la diminution du chiffre d'affaires.

Quels critères ne sont pas remplis
pour pouvoir déposer une demande de cas de rigueur?
(n=486)



Deux tiers des établissements souffrent de problèmes de liquidités.

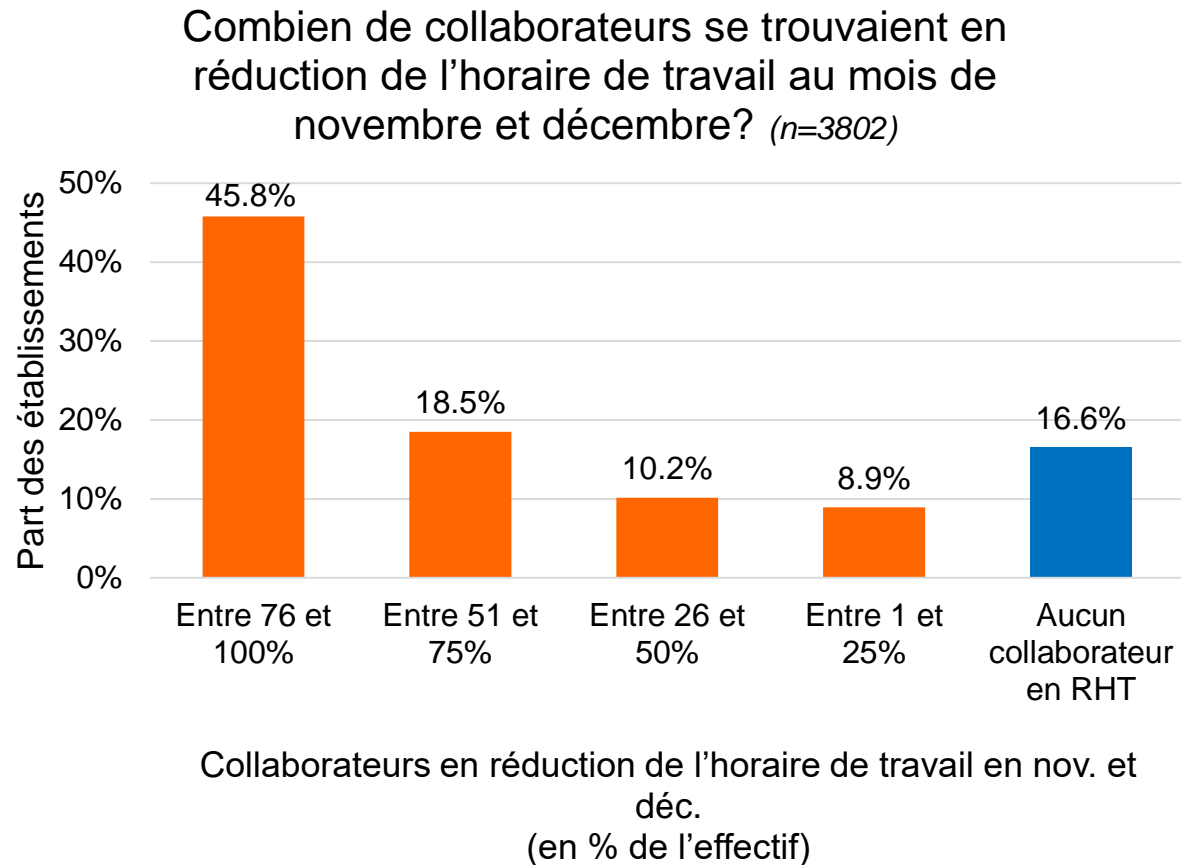
L'existence d'un tiers des établissements est gravement menacée en raison du manque de liquidités.

Veillez évaluer la situation des liquidités de votre entreprise (1) avant l'arrivée du coronavirus en Suisse (en janvier et février 2020), (2) actuellement, (3) dans un mois. (n=3826)

	Bonne (2) à très bonne (1)	Moyenne (3)	(Très) mauvaise (4, 5) à menaçant la survie de l'établissement (6)	Pas de réponse (7)	Evaluation moyenne des liquidités
Avant l'arrivée du coronavirus en Suisse	82,6%	11,5%	3,6%	2,3%	Bonne (2)
Actuellement	13,9%	18,8%	65,6%	1,6%	Mauvaise (4,1)
Dans un mois	5,5%	10,0%	79,7%	4,9%	Très mauvaise (4,9)

- **Avant l'arrivée du coronavirus** en Suisse, **plus de 4 établissements sur 5** (82,6%) estimaient que la situation de leurs liquidités était **bonne à très bonne**. **Actuellement**, ils ne sont plus que 13,9%.
- 4 établissements sur 5 jugent la situation de leurs liquidités dans un mois comme mauvaise à menaçant leur existence (79,7%).
- Pour quasiment **un établissement sur 7** (15,2%), la situation **menace actuellement leur existence**. Le taux montera à **plus d'un tiers** (35,8%) dans un mois seulement.

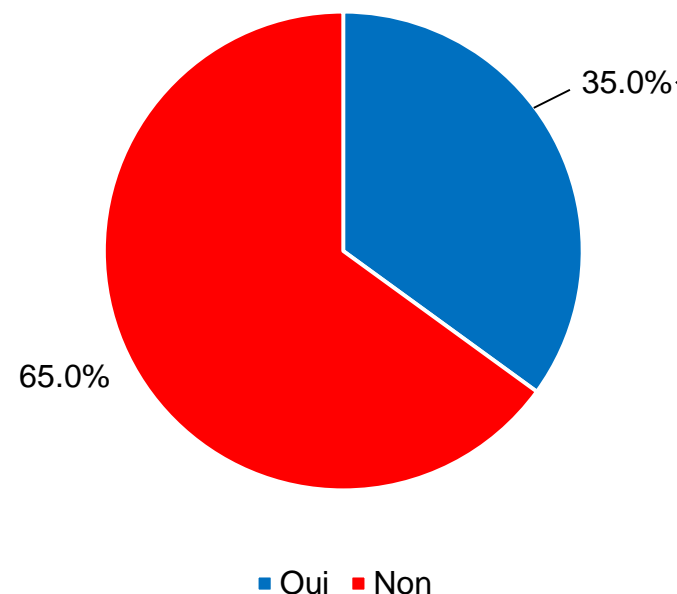
Plus de 84% des établissements avaient en novembre et décembre des collaborateurs en réduction de l'horaire de travail.



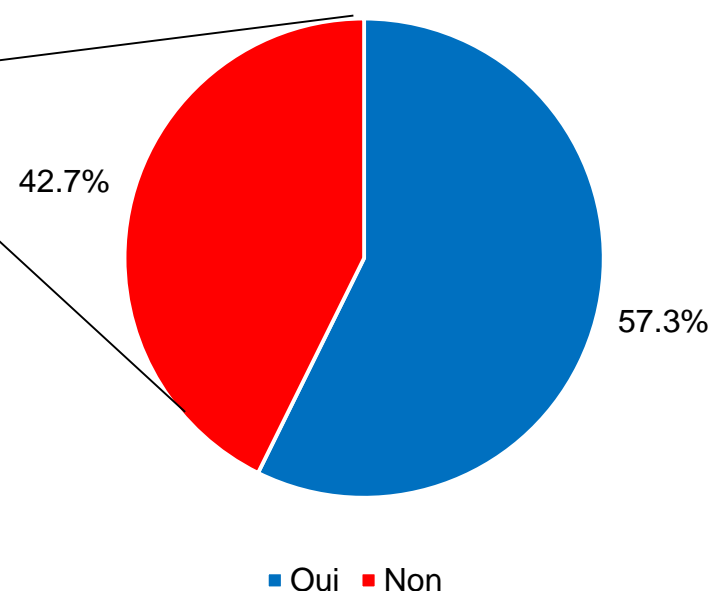
- **Presque la moitié** des établissements (45,8%) avaient placé en novembre et décembre 2020 plus de **trois quarts de leur personnel** (76 à 100%) en réduction de l'horaire de travail.
- Environ **un cinquième des établissements** (18,5%) a placé entre **la moitié et jusqu'au trois quarts** de son personnel en réduction de l'horaire de travail.
- Environ un cinquième des établissements (19,1%) a placé moins de la moitié (1 à 50%) de son personnel en réduction de l'horaire de travail.

Une vague de licenciement a déjà eu lieu en novembre et décembre.

Avez-vous dû licencier **en 2020** en raison de la situation économique? (n=3814)



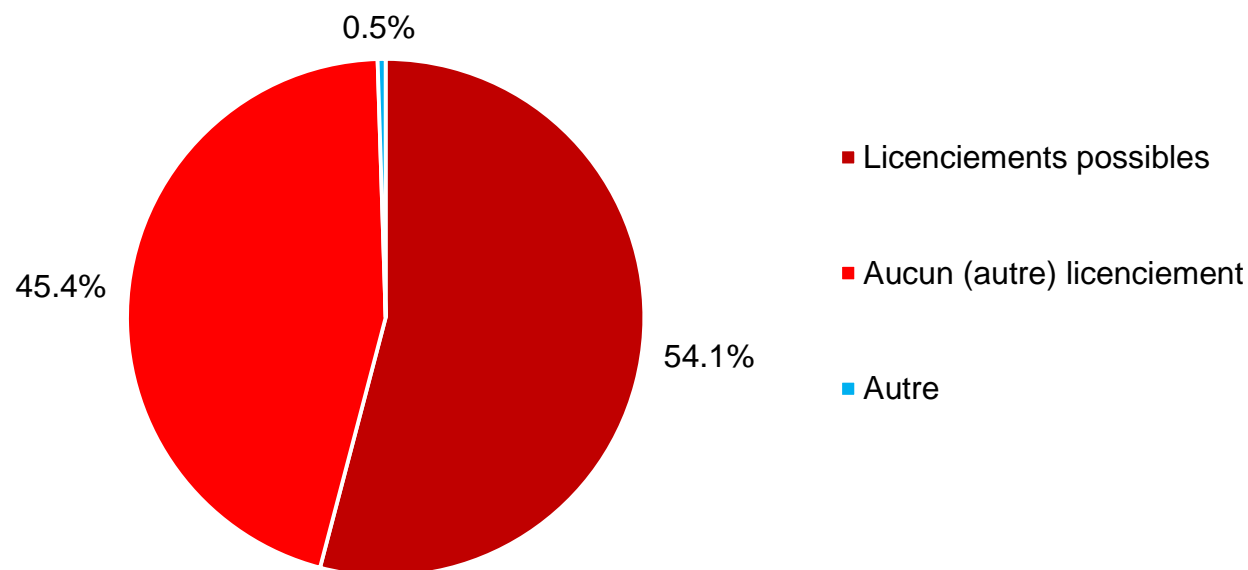
Avez-vous dû licencier en **novembre ou décembre** en raison de la situation économique? (n=1337)



- **57,3% des établissements** qui ont dû **licencier en 2020** en raison de la situation économique l'ont fait (également) en **novembre ou décembre**.
- Ces établissements ont en moyenne réduit leur personnel d'environ **2 équivalents temps plein (1,89)** pendant les mois de novembre ou décembre (n=726).

De nombreux établissements devront bientôt procéder à des (autres) licenciements.

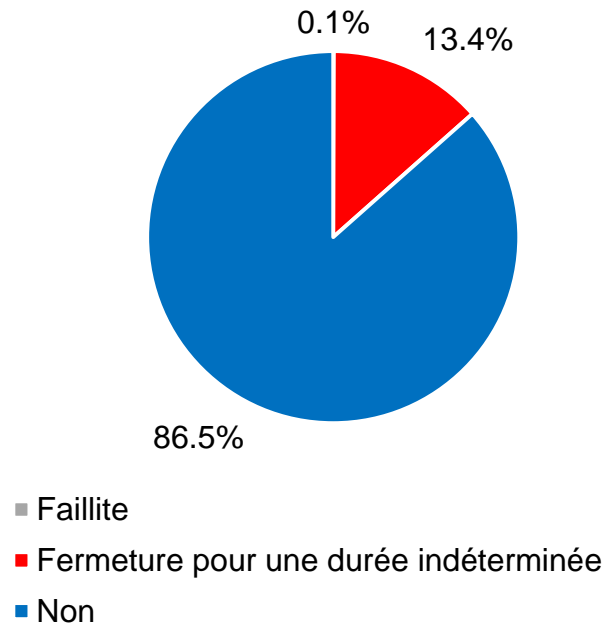
Quelle est selon vous la probabilité que vous deviez licencier au cours des deux prochains mois?
(n=3742)



- **54,1%** des établissements estiment que **d'autres licenciements** sont possibles.
- La probabilité moyenne que ceux-ci procèdent à des licenciements supplémentaires au cours des deux prochains mois est de **58,3%**.

Presque la moitié de tous les établissements va disparaître d'ici fin mars s'ils ne reçoivent aucune indemnisation maintenant.

Avez-vous déjà déclaré faillite ou fermé votre établissement pour une durée indéterminée?
(n=3803)



- Sans indemnisation, **presque la moitié des établissements** (46,6%) va (probablement) disparaître d'ici fin mars.
- **86,5%** des établissements **n'ont pas encore dû faire faillite ou fermer sans date de réouverture.**
- **13,4%** ont **fermé sans date de réouverture.**

Allez-vous cesser l'exploitation de votre établissement si aucune indemnisation ne vous est versée?

